

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan
ud-40-64.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Mont-de-marsan, le 15 décembre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 14/10/2025

Partie nominative

RAYONIER A.M. TARTAS
1154, Avenue du Général Leclerc
40400 Tartas

Affaire suivie par : BORDA Anthony
Téléphone : 0764446758
Courriel : anthony.borda@developpement-durable.gouv.fr
Références :
Code AIOT : 0005202000

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 14/10/2025 de l'établissement RAYONIER A.M. TARTAS implanté 1154, Avenue du Général Leclerc 40400 Tartas. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

Anthony BORDA, UD 40-64, CRA40, inspecteur de l'environnement

Rédacteur.rice	Vérificateur.rice n°1	Approbateur.rice
L'inspecteur de l'environnement, <i>Validé le : 08/12/2025 12:10</i>	L'inspectrice de l'environnement <i>Validé le : 09/12/2025 14:15</i>	Cheffe du Département des Risques Chroniques <i>Validé le : 15/12/2025 11:05</i>
		
Anthony BORDA	Celia HUOT-MARCHAND	Céline FANZY

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

M. KAYSER, Directeur du site,

Mme PEYNEOU, Responsable HSE du site,

M. RE, Manager QHSE du site,

M. MARQUERIE, Directeur industriel,

Mme GRUET, Directrice société NALDEO,

Mme MACQUIGNEAU, ingénieur société NALDEO

M. RODRIGO, *Chargé d'intervention industries*, Agence de l'eau Adour-Garonne

Le courriel d'échange avec l'administration est : marie-luce.peyneou@rayonieram.com

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 14/10/2025 de l'établissement RAYONIER A.M. TARTAS 1154, Avenue du Général Leclerc 40400 Tartas, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des actions correctives dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Plan d'action pluriannuel de mise en conformité des rejets aqueux** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 4 - Délai : 3 Mois
- **Compatibilité milieu – Délocalisation du point de rejet** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 5 - Délai : 12 Mois

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai.

Les prescriptions relatives aux dispositions contrôlées et rappelées ci-après feront ultérieurement l'objet d'un **arrêté préfectoral complémentaire** afin d'être modifiées :

- **Prescriptions locales - Surveillance environnementale** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2005, article 17-1

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan
ud-40-64.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Mont-de-marsan, le 15 décembre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur 

RAYONIER A.M. TARTAS
1154, Avenue du Général Leclerc
40400 Tartas

Références :
Code AIOT : 0005202000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement RAYONIER A.M. TARTAS implanté 1154, Avenue du Général Leclerc 40400 Tartas.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAYONIER A.M. TARTAS
- 1154, Avenue du Général Leclerc 40400 Tartas
- Code AIOT : 0005202000 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO BAS
- IED : IED

La société RAYONIER AM TARTAS est leader mondial sur les celluloses de spécialités utilisées pour la production des éthers cellulosiques, de la cellulose microcristalline et de la nitrocellulose. Avec une production annuelle de 125 000 t, l'établissement de TARTAS représente 10 % du marché mondial des pâtes de spécialités. La majorité des ventes de l'établissement s'effectue en Europe et seulement 5 % des ventes de produits sont à destination de la France.

Le site est réglementé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral du 11/05/2005 et ses arrêtés préfectoraux complémentaires.

L'instruction du dossier de réexamen IED a nécessité la mise à jour des conditions d'exploitation du site par arrêté préfectoral

du 10 janvier 2019.

Thèmes de l'inspection : AN25 Sobriété hydrique | AR - 2 | Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
6	Plan d'action pluriannuel de mise en conformité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 Mois
7	Compatibilité milieu – Délocalisation du point de rejet	Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 5	Demande d'action corrective	12 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sobriété hydrique	Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3	
2	Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.3	
3	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 18/07/2023, article 3	
4	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	
5	Prescriptions locales - Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 11/05/2005, article 17-1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 14 octobre 2025 portait sur la thématique de la gestion et de la sobriété de la ressource en eau, dans le cadre du plan d'action national « sobriété hydrique » et du suivi du plan pluriannuel de mise en conformité des rejets aqueux du site. Elle a permis d'examiner la mise en œuvre des prescriptions issues des arrêtés préfectoraux des 18 juillet 2023 et 27 octobre 2023, ainsi que les dispositions relatives à la surveillance environnementale et à la délocalisation du rejet.

Il ressort de cette inspection que le site dispose d'une bonne maîtrise de ses consommations d'eau et d'un suivi structuré des prélèvements et des rejets, soutenu par des actions concrètes d'économie d'eau et par un dispositif de suivi automatisé fiable. Les efforts engagés par l'exploitant depuis plusieurs années se traduisent par une réduction significative des consommations nettes d'eau (plus de 50 % depuis 2010), plaçant le site dans le champ d'exemption des restrictions sécheresse prévues par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

L'étude technico-économique conduite en 2024 a permis d'identifier et de mettre en œuvre plusieurs leviers pertinents de réduction des consommations, représentant un gain global estimé à environ 6 % des prélèvements totaux. Un bilan consolidé des gains réels sera néanmoins attendu après un an de fonctionnement pour confirmer la pérennité des économies observées. Le plan de continuité d'activité en période de sécheresse est formalisé et opérationnel.

Sur le volet environnemental, la surveillance des milieux récepteurs est conforme aux prescriptions historiques, mais les points

de mesure sur l'Adour apparaissent désormais peu représentatifs. Une actualisation du dispositif de suivi en période d'étiage est demandée afin d'adapter la surveillance aux conditions actuelles du milieu récepteur et d'améliorer la connaissance des impacts réels du rejet.

S'agissant de la compatibilité du rejet avec le milieu, le site poursuit la mise en œuvre de son plan pluriannuel de mise en conformité 2022-2027.

Les actions initialement prévues sur la lagune n'ont pas pu être maintenues, mais des études d'amélioration de gestion de la lagune sont en cours pour restaurer sa capacité épuratoire. L'amélioration de la conformité sur le paramètre azote constitue la priorité à court terme. Enfin, l'étude d'acceptabilité du projet de délocalisation du rejet vers la Midouze a permis d'écarter le scénario de maintien du rejet dans le Retjons, hydrauliquement défavorable.

Le scénario "prélèvement et rejet Midouze" devra être conduit en complément d'actions spécifiques destinées à réduire les pressions résiduelles observées, notamment sur les paramètres DCO, DBO₅, phosphore et métaux.

Le scénario "prélèvement et rejet partiels dans les 2 masses d'eau" devra également être étudié.

Un dossier consolidé de plan d'action global et de pilotage du rejet est attendu sous 12 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise, sous 1 an, une étude technico-économique des actions réalisables à un coût acceptable.
Constats : <p>Conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2023 relatif à la mise en œuvre de mesures d'économies d'eau spécifiques en cas de sécheresse, l'exploitant a conduit une étude technico-économique (ETE) destinée à identifier les gisements d'économie d'eau du site et à hiérarchiser les actions envisageables selon leur faisabilité technique et leur coût d'investissement.</p> <p>Cette étude, réalisée en juin 2024, recense l'ensemble des flux d'effluents du site susceptibles de faire l'objet de mesures de recyclage d'effluents au sein du procédé, en identifiant pour chacun les gisements potentiels les principales contraintes techniques et économiques associées.</p> <p>L'analyse a conduit à retenir trois actions prioritaires, jugées techniquement faisables et économiquement acceptables, mises en œuvre dans le courant de l'année 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none">• Recyclage de l'eau ruisseau à l'atelier bois (ATB) : renforcement du pompage et du système de filtration pour permettre un recyclage complet du flux, soit une économie moyenne envisagée de 696 m³/jour ;• Modification du nettoyage des filtres résiduels : automatisation du rinçage pour le rendre périodique et non continu, permettant une économie estimée à 744 m³/jour ;• Recyclage du débordement du bac d'eau chaude : récupération et réutilisation d'une partie du flux sur l'atelier bois ou dans la boucle de refroidissement lorsque la température le permet, représentant un gain moyen de 360 m³/jour. <p>Sur la base d'un volume global de prélèvement d'environ 30 000 m³/jour, les gains cumulés représentent une réduction de l'ordre de 6 %, soit environ 1 800 m³/jour.</p> <p>Les autres pistes identifiées mais non retenues à ce stade (boucle d'eau glacée, récupération des purges de chaudières, ultrafiltration, condensation des buées du presse-pâte) ont également été analysées et argumentées dans l'étude. Bien qu'elles n'aient pas été mises en œuvre en raison de leur coût ou de leur complexité technique, ces actions demeurent, selon l'exploitant, des gisements d'amélioration potentiels pouvant être mobilisés lorsque l'analyse technico-économique le permettra, en vue de renforcer la sécurisation de la ressource en eau dont dépend le site.</p> <p>L'inspection n'a pas de remarque particulière à formuler concernant la méthode employée et le choix des actions de réduction de la consommation d'eau.</p> <p>Il est toutefois constaté que les gains estimés reposent sur des actions dont certaines présentent un caractère conjoncturel, notamment la réutilisation de l'eau chaude en dehors des périodes estivales.</p> <p>En conséquence, un recul d'au moins une année de fonctionnement sera nécessaire afin de consolider l'évaluation des gains réels et de confirmer la pérennité des économies d'eau observées.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un an à compter de la communication du présent rapport, il convient que l'exploitant transmette un bilan consolidé des gains d'économies d'eau observés à la suite de la mise en œuvre des actions de réduction identifiées dans l'étude technico-économique.


Au regard de ce retour d'expérience, l'exploitant présentera la confirmation de la pérennité des économies estimées et, le cas échéant, actualisera les leviers d'optimisation identifiés dans le cadre de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2023.

Respect de la prescription : 


Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :


N° 2 : Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.3
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur, à l'exception des jours où il n'y a pas de prélèvements. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.
Constats : L'exploitant comptabilise ses prélèvements d'eau sur l'ensemble de ses points de captage. Les prélèvements réalisés par le site se répartissent comme suit : <ul style="list-style-type: none">- 55 % en eau de surface au niveau du Retjons, pour un débit moyen journalier de l'ordre de 0,181 m³/s ;- 45 % en eau souterraine, au moyen de cinq forages, pour un débit global d'environ 0,142 m³/s. L'ensemble des installations de prélèvement est équipé de compteurs totalisateurs connectés à la supervision Valmet, assurant un suivi en temps réel des débits. Des relevés mensuels des consommations sont par ailleurs effectués in situ par le service environnement. En régime d'exploitation nominal, les débits prélevés présentent une stabilité propre à chaque forage, sans variation notable des volumes prélevés. Les compteurs, vus en place lors de l'inspection, apparaissent en bon état de fonctionnement.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 3 : Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/07/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Sobriété en sécheresse - Respect des restrictions de l'exploitant
Prescription contrôlée : L'exploitant propose un plan de continuité d'activité, transmis sous 3 mois, afin de définir le besoin en eau minimum et les actions à maintenir de façon prioritaire pour assurer la sécurité du site et des installations de production. Le plan doit recenser les actions déjà réalisées pour réduire sa consommation d'eau de façon pérenne et les actions temporaires envisageables.
Constats : L'exploitant a élaboré et mis en œuvre un plan de continuité d'activité conformément à la prescription de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2023. Ce plan précise le besoin minimal en eau nécessaire à la sécurité du site et au maintien des fonctions essentielles, ainsi que les mesures de réduction de consommation activables en fonction des niveaux de gravité sécheresse. Le document recense les actions conjoncturelles de réduction de la consommation d'eau prévues selon les seuils d'alerte, telles que l'arrêt ponctuel d'équipements, la baisse de cadence, le report de lavages ou le pilotage du niveau de lagune. Il précise également l'organisation interne de gestion de crise. Ce document n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 4 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;- production, distribution et cogénération d'électricité ;- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
Constats : Les données présentées par l'exploitant mettent en évidence une diminution significative de la consommation nette d'eau, passant d'environ 280 m³/h en 2010-2011 à environ 120 m³/h en 2021-2022, soit une réduction de l'ordre de 57 %. Depuis 2018, la réduction peut être estimée au delà de 20%. Cette baisse, indépendante des variations de production, traduit une amélioration structurelle et durable du rendement global d'utilisation de l'eau, confirmée par un taux de restitution au milieu désormais compris entre 90 et 95 %. Au regard de ces éléments, le site remplit le critère d'exemption fixé au 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, relatif à la réduction d'au moins 20 % du prélèvement d'eau depuis 2018.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Prescriptions locales - Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2005, article 17-1
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Sobriété en sécheresse – respect des prescriptions locales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Surveillance de la Midouze en aval : en période de basses eaux, l’exploitant doit déterminer quotidiennement la teneur en oxygène dissous dans les eaux de la Midouze en aval de la confluence Retjons - Midouze et doit réduire les rejets des eaux résiduaires de son usine si cette teneur devient inférieure à 4 mg/l.</p> <p>[...]</p> <p>Surveillance de l’Adour : En période de basses eaux, l’exploitant doit déterminer quotidiennement la teneur en oxygène dissous dans les eaux de l’Adour aval de l’usine et doit réduire les rejets des eaux résiduaires de son usine si cette teneur devient inférieure à 4 mg/l.</p>
<p>Constats :</p> <p>L’exploitant met en œuvre la surveillance prescrite à l’article 17.1 de l’arrêté préfectoral du 11 mai 2005, consistant en un suivi du taux d’oxygène dissous dans les eaux de la Midouze et de l’Adour en période de basses eaux.</p> <p>Les résultats transmis pour la période d’été 2025 ont montré que les concentrations mesurées à l’aval (secteur Pontonx-sur-l’Adour) demeurent plus faibles que celles observées à l’amont (secteur Audon).</p> <p>Toutefois, ces points de mesure sur l’Adour sont situés à une distance importante du point de rejet des effluents du site et intègrent les effets cumulés d’autres contributeurs industriels et urbains présents sur le bassin aval.</p> <p>Dans ces conditions, l’influence spécifique des rejets de RAYONIER AM Tartas sur la qualité de l’Adour n’est plus clairement identifiable.</p> <p>La surveillance sur la Midouze, en revanche, demeure pertinente, car elle reflète directement l’impact potentiel du site sur le milieu récepteur.</p>
<p>Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l’exploitant de réaliser une étude visant à actualiser la surveillance environnementale effectuée par le site en période de basses eaux afin de réévaluer la qualité des milieux en aval du rejet et d’adapter le dispositif de suivi en période d’été. Cette étude devra également définir les actions de suivi et de gestion à mettre en œuvre en période d’été ou de sécheresse, en cohérence avec l’évolution des influences du milieu récepteur.</p>
Respect de la prescription : Prescription inadaptée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 6 : Plan d'action pluriannuel de mise en conformité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques - Compatibilité milieu
Prescription contrôlée : Afin de respecter les dispositions réglementaires relevant de l'arrêté ministériel papetier du 10 septembre 2020 en matière de compatibilité des rejets au milieu récepteur et dans le respect des exigences de la Directive Cadre sur l'Eau, l'exploitant doit engager dès à présent des actions de mise en conformité sur la période 2022-2027 en respectant l'échéancier ci-dessous.
Constats : Il est constaté que l'exploitant poursuit la mise en œuvre du plan pluriannuel de mise en conformité des rejets aqueux prévu à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2023, visant à assurer la compatibilité du rejet avec le milieu récepteur conformément aux exigences de la Directive Cadre sur l'Eau. L'action initialement programmée d'optimisation du traitement biologique par amélioration du dispositif d'aération de la lagune n'a finalement pas pu être mise en œuvre. La mise en œuvre de cette action en 2024 a mis en évidence une incompatibilité de la nouvelle technologie d'aérateurs avec le fonctionnement hydraulique et biologique de la station. L'exploitant a, en conséquence, remis en service la technologie d'aérateurs de surface antérieurement utilisée. Le gain attendu sur la réduction de la charge en azote, associé à cette optimisation, est de ce fait annulé. En substitution, l'exploitant a engagé de nouveaux axes d'amélioration du traitement lagunaire. Une étude de diagnostic et de gestion de la lagune est en cours, avec un rapport attendu pour la fin de l'année 2025. Un projet de compartimentage de la lagune est également prévu, afin d'augmenter le temps de séjour hydraulique (de l'ordre de 10 jours) et d'améliorer la capacité épuratoire du dispositif. Ces travaux sont planifiés pour la fin 2025 ou le premier semestre 2026. Au regard du scénario global de mise en compatibilité du rejet avec le milieu récepteur, les efforts doivent être prioritairement orientés sur les paramètres contribuant au déclassement de la masse d'eau, en particulier sur le paramètre azote, dont les concentrations demeurent par ailleurs non conformes. Par rapport aux présentations faites en séance, le scénario intermédiaire "prélèvement et rejet partiels dans les 2 masses d'eau" devra également être étudié.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communique le plan d'actions définitif retenu en regard des solutions présentées en séance et des éventuelles autres solutions émergentes dans le cadre de l'étude en cours dans un délai de 3 mois, ce plan doit garantir la compatibilité du rejet avec les objectifs environnementaux applicables à la masse d'eau réceptrice. Des actions ciblées visant à assurer le retour à la mise en conformité du rejet sur le paramètre azote sont attendues dans ce cadre.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois

N° 7 : Compatibilité milieu – Délocalisation du point de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/10/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques - Compatibilité milieu
Prescription contrôlée : Dans le cadre de la mise en œuvre du plan pluriannuel 2022-2027 de mise en conformité des rejets aqueux, pour ce qui concerne la modification des conditions d'exploitation de la station de traitement des effluents résiduels de la papeterie, l'exploitant est tenu de présenter sous 2 ans une demande d'autorisation environnementale.
Constats : L'exploitant a transmis l'étude d'acceptabilité du rejet dans la Midouze (Naldeo Technologies & Industries, avril 2025), conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2023 et aux dispositions de l'APC du 10 janvier 2019 relatives à la délocalisation du rejet vers la Midouze. L'étude conclut que le scénario intermédiaire «Prélèvement Retjons / Rejet Midouze» n'est pas hydrauliquement soutenable, la ségrégation des flux du procédé n'étant pas réalisable pour assurer un soutien hydrique du Retjons et le maintien d'un débit réservé possible. Selon cette étude, l'arrêt du rejet dans le Retjons entraînerait une réduction du module de 6 à 7 % et du QMNA5 de 23 à 25 %, traduisant un impact hydrique trop important pour le Retjons et une dégradation significative de son régime d'écoulement. Ce scénario ne peut donc pas être retenu, compte tenu de l'impact hydrique significatif qu'il induirait sur le Retjons. Le projet s'oriente dès lors vers un scénario «prélèvement et rejet Midouze» présentant une gestion hydraulique cohérente des cours d'eau. Toutefois, l'étude met en évidence que, dans cette configuration, le bon état de la Midouze n'est pas atteint en période d'étiage pour plusieurs paramètres, notamment la DCO, la DBO ₅ , le phosphore et certains métaux (notamment Cu, Zn). Afin de tendre vers cet objectif, les actions d'amélioration de la qualité des rejets doivent être poursuivies, en se fixant des objectifs de réduction sur ces paramètres, combinés à un mode de fonctionnement de l'installation adapté au débit de la masse d'eau réceptrice. L'exploitant devra ainsi présenter un plan d'action cohérent articulant, d'une part, les mesures de réduction à la source et, d'autre part, les modalités de pilotage de l'installation en marche réduite en période de faible débit de la Midouze.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un an à compter de la communication du présent rapport, il est demandé à l'exploitant de transmettre, un dossier consolidé présentant : le plan d'action global visant la réduction des polluants spécifiques, qui, à ce stade de l'analyse, sont identifiés comme paramètres déclassant la masse d'eau (DCO, DBO ₅ , azote, phosphore, cuivre et zinc), assorti d'objectifs chiffrés de réduction et des leviers techniques envisagés (optimisation du traitement, actions à la source, suivi analytique renforcé) ; les modalités de pilotage du rejet en fonction des conditions hydrologiques de la Midouze pour assurer le bon état de la masse d'eau, précisant les seuils ou critères de déclenchement d'un fonctionnement en marche réduite afin de limiter les pressions sur le milieu récepteur ; les résultats de l'étude relative à la qualité de l'eau de la Midouze, appelée à constituer le futur prélèvement industriel principal, au regard de sa compatibilité avec les usages du procédé et des exigences de qualité associées. Ces éléments devront être accompagnés d'un calendrier prévisionnel de mise en œuvre et, le cas échéant, des modalités de concertation envisagées avec l'Agence de l'eau dans la perspective d'une demande d'autorisation de modifications substantielles (OMS).

Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 Mois